



N° 10/2025

La Mission Permanente de la République Tunisienne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des Institutions Spécialisées en Suisse présente ses compléments au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, et se référant à la communication conjointe des procédures spéciales AL TUN 5/2024 en date du 14 août 2024 relative à la situation de M. Abderrazek Krimi et M. Mustapha Djemali, a l'honneur de Lui faire parvenir, ci-joint, la réponse de la République Tunisienne à ce sujet.

La Mission Permanente de la République Tunisienne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des institutions spécialisées en Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme les assurances de sa haute considération.



Genève, le 07 janvier 2025

***Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
Genève***

ohchr-petitions@un.org

ohchr-spbquickresponsedesk@un.org

**Note contenant la réponse de l'État tunisien à la communication
conjointe de titulaires de mandat au titre des procédures spéciales
du Conseil des droits de l'homme relative à la situation
de MM. Abderrazek Krimi et Mustapha Djemali**

(Réf. : AL TUN 5/2024)

Cadre général

L'État tunisien a reçu une communication conjointe émanant de titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme au sujet de la situation d'Abderrazek Krimi et de Mustapha Djemali (Conseil tunisien pour les réfugiés). La communication conjointe contient des allégations concernant les circonstances dans lesquelles ces deux personnes ont été arrêtées du fait de leurs activités dans le domaine de la défense des droits de l'homme. À cet égard, nous communiquons les informations suivantes :

**Mesures prises pour veiller à ce que les défenseurs des droits
de l'homme, y compris les droits des migrants, puissent travailler
et mener leurs activités sans crainte ni répression**

La Constitution tunisienne prévoit une protection particulière pour les droits et libertés, en son article 22 (chap. II) : « L'État garantit aux citoyens et aux citoyennes les libertés et les droits individuels et collectifs. Il leur assure les conditions d'une vie digne. ». Cette protection est consacrée par les articles 40, 41 et 42, qui garantissent la liberté de réunion et de manifestation pacifiques, le droit syndical, le droit de grève et le droit de constituer des partis politiques, des syndicats et des associations. Après l'énumération des droits et de leurs protections constitutionnelles, le chapitre II se termine par l'article 55, qui dispose qu'aucune restriction ne peut être apportée aux droits et libertés garantis par la Constitution, si ce n'est en vertu d'une loi et pour répondre aux impératifs de la défense nationale, de la sûreté publique ou de la santé publique ou pour sauvegarder les droits d'autrui ou la moralité publique.

Le décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011 portant organisation des associations a apporté des changements radicaux en abolissant le système d'agrément et en le remplaçant par un régime de déclaration qui facilite la formation d'associations en toute liberté, selon les conditions en vigueur. L'article premier de ce décret-loi garantit la liberté de constituer des associations, d'y adhérer et d'y exercer des activités et le renforcement du rôle des organisations de la société civile ainsi que leur développement et le respect de leur indépendance, comme en témoigne le fait qu'il existe dans le pays différentes associations œuvrant à la défense des droits des migrants.

À cela s'ajoutent les dispositions de l'article 6, qui interdit aux autorités publiques d'entraver ou de ralentir l'activité des associations de manière directe ou indirecte, et celles de l'article , ainsi libellé : « L'État prend toutes les mesures nécessaires garantissant à tout individu sa protection par les autorités compétentes contre toute violence, menace, vengeance, discrimination préjudiciable de fait ou de droit, pression ou toute autre mesure abusive suite à l'exercice légitime de ses droits prévus par le présent décret-loi. ». Toute atteinte à ces droits constitue une infraction punie par la loi tunisienne. Il n'existe pas dans la législation de disposition portant spécifiquement sur la protection des défenseurs des droits de l'homme. En cas de violation, les lois en vigueur, comme le Code pénal ou d'autres lois applicables, sont invoquées.

Fondements factuels et juridiques justifiant l'arrestation et la détention de Mustapha Djemali et d'Abderrazek Krimi, garanties juridiques et procédurales qui leur ont été accordées et conformité de ces garanties aux normes et standards internationaux

1. Arrestation et détention

Le 3 mai 2024, le ministère public a autorisé la Sous-Direction des affaires criminelles à enquêter sur Mustapha Djemali, Président de l'association dénommée Conseil tunisien pour les réfugiés, et à l'interroger, suite à la publication dans un journal, le 2 mai 2024, d'un appel d'offres pour la location à l'association d'une auberge tunisienne au profit de demandeurs d'asile. L'intéressé a affirmé que la procédure d'appel d'offres était une formalité engagée en attendant que l'association reçoive ses cotisations après avoir loué une auberge dans la capitale au profit de plusieurs réfugiés. Le 3 mai 2024, le ministère public a autorisé le placement en détention de M. Djemali pour constitution d'une entente visant à renseigner ou à faciliter des opérations, à y contribuer ou à servir d'intermédiaire, par tout moyen, aux fins de l'entrée clandestine d'une personne sur le territoire tunisien et de son hébergement.

Le 4 mai 2024, le parquet du tribunal de Tunis 1 a ordonné le placement en détention d'Abderrazek Krimi (chef de projet dans l'association) dans l'attente d'une enquête. Le 7 mai 2024, l'intéressé a été présenté au juge d'instruction principal, qui a délivré un mandat de dépôt à son égard et autorisé la réalisation des tests techniques nécessaires.

Le juge d'instruction du tribunal de première instance de Tunis a été saisi du dossier n° 58861/01 visant ces deux personnes pour des faits punis par les articles 38, 39, 40, 41, 42 et 43 de la loi n° 40 du 14 mai 1975 relative aux passeports et par l'article 25 de la loi n° 7 du 8 mars 1968 relative à la condition des étrangers en Tunisie, à savoir : constituer une entente visant à renseigner ou à faciliter des opérations, à y contribuer, à fournir du matériel ou à servir d'intermédiaire, par tout moyen, aux fins de l'entrée clandestine d'une personne sur le territoire tunisien ; héberger des personnes entrant dans le territoire tunisien ou le quittant clandestinement, affecter un lieu à leur hébergement ou les cacher ; abuser de sa qualité ou de l'autorité dont on est investi en raison de sa fonction ou de son activité ; participer à une entente ou former une organisation dont le but serait de préparer ou de commettre les infractions susmentionnées, ou diriger une telle entente ou organisation, ou y adhérer, ou coopérer à ses activités ou l'assister par quelque moyen que ce soit, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays ; aider sciemment, directement ou indirectement, ou tenter de faciliter l'entrée, la sortie, la circulation ou le séjour irrégulier d'un étranger en Tunisie. L'affaire est toujours en cours d'instruction, dans l'attente des résultats du test autorisé par le juge d'instruction chargé de l'affaire.

Les procédures engagées contre les intéressés se sont déroulées conformément à la loi, en coordination avec le ministère public et dans le respect des meilleures normes de conduite professionnelle. Les intéressés ont bénéficié de toutes les garanties prévues par la loi, pendant l'enquête préliminaire comme en détention. Ils ont également été autorisés à se faire assister par leurs avocats et aucune note n'a été prise à leur égard, le Ministère de l'intérieur n'ayant reçu aucune plainte administrative.

2. Conditions de détention

Conformément aux lois et règlements en vigueur dans les unités pénitentiaires, les deux détenus bénéficient des droits garantis par la loi, y compris de soins de santé gratuits, et sont suivis par des médecins :

- Abderrazek Krimi a été présenté le 8 mai 2024, jour de son incarcération, au médecin de l'unité carcérale, qui a constaté que son état était normal et a demandé qu'il ait une consultation psychiatrique. Plus tard, M. Krimi a été présenté au médecin de l'unité pour une maladie de peau et a reçu des médicaments ;

- Mustapha Djemali a été présenté le 8 mai 2024, jour de son incarcération, au médecin de l'unité carcérale, qui a constaté que son état était normal et lui a prescrit des médicaments compte tenu de ses antécédents médicaux. M. Djemali a ensuite eu une visite de suivi avec le médecin de l'unité, qui lui a prescrit des consultations de médecine interne et des analyses biologiques. Les analyses ont été programmées pour le 11 juillet 2024, mais le détenu a refusé de se rendre au laboratoire et est actuellement sous suivi médical.

Les informations ci-dessus montrent que les différentes mesures prises dans cette affaire sont conformes aux dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (en particulier les articles 9, 13, 14, 17, 22 et 26), de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus (en particulier les articles 1, 2 et 5) et d'autres traités et conventions internationaux adoptés dans les domaines des droits de l'homme et du droit humanitaire international.

مذكّرة تتضمّن

ردّ الدّولة التّونسيّة على البلاغ المشترك الصّادر عن عدد من الإجراءات الخاصّة
لمجلس حقوق الإنسان بشأن وضعيّة السيدين عبد الرزاق الكريمي ومصطفى الجمالي
(Réf : AL TUN 5/2024)

الإطار العام:

تلقت الدّولة التّونسيّة بلاغا مشتركا صادرا عن عدد من الإجراءات الخاصّة لمجلس حقوق الإنسان
بشأن وضعيّة كل من السيّد عبد الرزاق الكريمي ومصطفى الجمالي (المجلس التّونسي للأجئيين). ويتضمّن البلاغ
المشترك ادّعاءات ومزاعم تتعلّق بحديثات إيقافهما والاحتفاظ بهما على خلفيّة نشاطهما في مجال الدّفاع عن
حقوق الإنسان. وتبعًا لما تقدّم، نُفيدكم بالمعطيات التالية:

❖ بالنسبة لضمان عمل المدافعين عن حقوق الإنسان بما في ذلك المهاجرين وممارسة نشاطهم دون

خوف أو قمع:

خصّ الدّستور التّونسي الحقوق والحريّات بحماية خاصّة جسدها الباب الثّاني منه إذ نصّ ضمن
الفصل 22 على ما يلي "تضمن الدّولة للمواطنين والمواطنات الحقوق والحريّات الفرديّة والعامة وتبرئ لهم
أسباب العيش الكريم". وتكرّسا لذلك نصّت الفصول 40 و41 و42 منه على حريّة الاجتماع والتّظاهر
السّلميين والحقّ النقابي وحقّ الإضراب والحقّ في تكوين أحزاب ونقابات وجمعيات. وانتهى هذا الباب بعد تعداد
الحقوق وأوجه حمايتها الدّستورية بالفصل 55 الذي جاء به أنّه "لا توضع قيود على الحقوق والحريّات
المضمونة بهذا الدّستور إلّا بمقتضى قانون ولضرورة يقتضيها الدّفاع الوطني، أو الأمن العام، أو الصّحة
العموميّة، أو حماية حقوق الغير، أو الآداب العامّة".

كما أدخل المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرّخ في 24 سبتمبر 2011 المتعلّق بتنظيم الجمعيات تغييرات
جذريّة حيث ألغى نظام التّأشيرة وعوّضه بنظام التّصريح ليفسح المجال لتكوين الجمعيات بكلّ حريّة طبقا
للشّروط الجارية بها العمل. ونصّ الفصل الأوّل منه على ضمان حريّة تكوين الجمعيات والانضمام إليها وتنفيذ

أنشطتها وتعزيز دور منظمات المجتمع المدني وضمان تنميتها واحترام استقلالها، ويمكن الاستدلال على ذلك بوجود عدّة جمعيات ناشطة في مجال الدّفاع عن حقوق المهاجرين.

هذا بالإضافة إلى مقتضيات الفصل 6 منه الذي يحجّر على السّلطات العموميّة عرقلة نشاط الجمعيات أو تعطيله بصفة مباشرة أو غير مباشرة"، وما جاء بالفصل 7 من نفس المرسوم الذي ينصّ على أن "تتخذ الدّولة جميع التدابير اللازمة التي تكفل لكلّ شخص حماية السّلطات المختصّة له من أيّ عنف أو تهديد أو انتقام أو تمييز ضارّ فعلاً أو قانوناً أو ضغط أو أيّ إجراء تعسّفي آخر نتيجة لممارسته المشروعة للحقوق المشار إليها في هذا المرسوم. ويعدّ أيّ انتهاك لهذه الحقوق أو الاعتداء عليها جريمة يعاقب عليها القانون التونسي". ولا يوجد في التّرسنة القانونيّة نصّ خاصّ بحماية المدافعين عن حقوق الإنسان ويتمّ الرّجوع في صورة حصول انتهاكات للقوانين سارية المفعول كالمجلة الجزائية أو القوانين الخاصّة.

❖ بالنّسبة للأسس الواقعيّة والقانونية التي تبرّر إيقاف السيّد مصطفى الجمالي وعبد الرزاق الكريمي والاحتفاظ بهما والضّمّانات القانونيّة والإجرائيّة التي مُنحت لهما ومدى امتثال هذه الضّمّانات للقواعد والمعايير الدّولية:

1- بخصوص الإيقاف والاحتفاظ:

أذنت النّيابة العموميّة بتاريخ 03 ماي 2024 للإدارة الفرعيّة للقضايا الإجراميّة بالبحث وبسماع رئيس جمعيّة المجلس التّونسي للأجئيين السيّد مصطفى الجمالي وذلك على إثر صدور طلب عروض بإحدى الصّحف بتاريخ 02 ماي 2024 لفائدة الجمعيّة المذكورة قصد كراء أحد النّزل التّونسيّة لطالبي اللّجوء حيث أفاد المعني بالأمر بأنّ إجراء طلب العروض شكلي ولغاية إتمام إجراءات حصول الجمعيّة على مستحقّاتها عقب تسوّغ إحدى النّزل بالعاصمة لفائدة عدد من الأجئيين. وباستشارة النّيابة العموميّة في شأنه أذنت بالاحتفاظ به بتاريخ 03 ماي 2024 من أجل "تكوين وفاق بهدف الإرشاد والتّسهيل والمساعدة والتوسّط بأيّ وسيلة في دخول شخص إلى التّراب التّونسي خلسة وإيوائه".

كما أسدت النّيابة العموميّة بتونس 1 بتاريخ 04 ماي 2024 تعليماتها بالاحتفاظ بالسيّد عبد الرزاق الكريمي (مدير المشاريع بالجمعيّة) على ذمّة البحث. وبتاريخ 07 ماي 2024، تمّت إحالته على السيّد عميد قضاة التّحقيق الذي أصدر في شأنه بطاقة إيداع بالسّجن وأذن بإنجاز الاختبارات الفنيّة اللازمة.

وحيث تعلّقت بالمعنيّين بالأمر القضيّة التّحقيقيّة عدد 01/58861 المنشورة لدى السيّد قاضي التّحقيق بالمحكمة الابتدائيّة بتونس من أجل تكوين وفاق بهدف الإرشاد وتوفير وتسهيل ومساعدة والتوسّط بأيّ وسيلة في دخول شخص إلى التّراب التّونسي خلسة وإيوائه لأشخاص داخلين أو مغادرين للتّراب التّونسي خلسة وتخصيص مكان لإيوائهم أو لإخفائهم ممّن استغلّ صفته أو النّفوذ الممنوح له بحكم وظيفته أو عمله

والمشاركة في وفاق وتكوين تنظيم يهدف إلى إعداد أو تحضير أو ارتكاب الجرائم المشار إليها أو إداره أو انخرط فيه أو تعاون معه أو ساعده بأيّ طريقة كانت سواء داخل البلاد أو خارجها وتعتمد إعانة أجنبي بصفة مباشرة أو غير مباشرة أو محاولة تسهيل دخوله إلى البلاد التونسية أو خروجه منها أو جولانه أو إقامته بها بصفة غير شرعية طبق الفصول 38 و 39 و 40 و 41 و 42 و 43 من القانون عدد 40 المؤرخ في 14/05/1975 المتعلق بجوازات السفر والفصل 25 من القانون عدد 07 المؤرخ في 08/03/1968 المتعلق بحالة الأجانب بالبلاد التونسية و القضية لا تزال بصدد البحث لدى قلم التحقيق في انتظار نتائج الاختبار المأذون به من طرف السيد قاضي التحقيق المتعهد بالملف.

بالنسبة للإجراءات المتخذة في شأن المعنيين بالأمر، فقد تمت في إطار القانون وبالتنسيق مع النيابة العمومية وفي كنف التقيد بالضوابط السلوكية المهنية الفضلى، حيث تمّ تمكينهما من كافة الضمانات المخولة لهما قانونا سواء لدى باحث البداية أو بغرف الاحتفاظ، كما تمّ تمكينهما من حضور محاميهما دون تسجيل أية ملاحظات في شأنهما علما وأنّ وزارة الداخلية لم تتلق أية شكاية إدارية في الغرض.

2- بخصوص ظروف الإيداع:

تجدر الإشارة بخصوص ظروف الإيداع أنّ المعنيين يتمتّعان، استناداً إلى القوانين والتراتب الجاري بها العمل في الوحدات السجنية، بالحقوق المكفولة قانوناً بما في ذلك الرعاية الصحية المجانية، وهما محلّ متابعة من طرف الأطباء:

❖ بالنسبة للسيد عبد الرزاق الكريمي، فقد تمّ عرضه عند إيداعه بتاريخ 08/05/2024 على طبيب الوحدة السجنية وكانت حالته عادية وطلب في شأنه عيادة في الطب النفسي وتمّ عرضه لاحقا على طبيب الوحدة من أجل مرض جلدي وتوفير الأدوية له.

❖ بالنسبة للسيد مصطفى الجمالي، فقد تمّ عرضه على طبيب الوحدة بتاريخ الإيداع في 08/05/2024 وكانت حالته عادية وتمّ تمكينه من الأدوية حسب سوابقه المرضية. كما تمّ عرضه مرّة ثانية على طبيب الوحدة في إطار المتابعة وطلب في شأنه عيادات في الطب الباطني وتحاليل بيولوجية والتي حدّدت ليوم 11/07/2024 إلا أنه رفض الخروج لإجراء التحاليل وهو حالياً محلّ متابعة طبية.

وتبعاً لما تقدّم فإن مختلف الإجراءات المتخذة في شأن هذا الملف تمت في إطار احترام مواد العهد الدولي المتعلق بالحقوق المدنية والسياسية (خاصة المواد 9 و 13 و 14 و 17 و 22 و 26 منه) والإعلان المتعلق بحق ومسؤولية الأفراد والجماعات وهيئات المجتمع في تعزيز وحماية حقوق الإنسان والحريات الأساسية لجميع الأشخاص في كلّ بلدان العالم (خاصة الفصول 1 و 2 و 5 منه) وبقية المعاهدات والمواثيق الدولية في مجالي حقوق الإنسان والقانون الدولي الإنساني.